

TRAVAUX D'IMPRIMERIE POUR LES BESOINS DES SERVICES DE LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DE LIMOGES ET DE LA HAUTE-VIENNE

Marché passé selon une procédure adaptée en application des articles L.2123-1-1°, R.2123-1-1°, R.2123-4 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique

MARCHE PUBLIC DE FOURNITURES COURANTES ET DE SERVICES

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN AUX DEUX LOTS (CCAP)

Date limite de réception des offres : **LUNDI 23 FEVRIER 2026**

Heure limite de réception des offres : **12 h 00**

Profil acheteur : <https://www.marches-publics.gouv.fr>
Sur le portail de dématérialisation PLACE (plateforme des achats de l'Etat)

Pouvoir Adjudicateur

**Chambre de commerce et d'industrie
de Limoges et de la Haute-Vienne
16 place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX**

Représentant du Pouvoir Adjudicateur

**Monsieur le Président de la
Chambre de commerce et d'industrie
de Limoges et de la Haute-Vienne
16 Place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX**

Comptable Assignataire

**Monsieur le Trésorier de la
Chambre de commerce et d'industrie
de Limoges et de la Haute-Vienne
16 Place Jourdan – CS 60403
87011 LIMOGES CEDEX**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 Objet de la consultation	4
1.2 Conditions d'exécution de l'accord-cadre	4
1.3 Décomposition en lots.....	4
ARTICLE 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE.....	5
ARTICLE 3 CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
3.1 Durée de l'accord cadre - Délai d'exécution	5
3.2 Accord-cadre	6
3.3 Variantes.....	6
3.4 Type de contractant exigé.....	6
3.5 Délais de validité des offres	7
3.6 Mode de règlement et modalités de financement	7
ARTICLE 4 SOUS TRAITANCE.....	7
ARTICLE 5 EXECUTION DES PRESTATIONS.....	7
ARTICLE 6 GENERALITES ET DESCRIPTION DES INTERVENTIONS.....	8
6.1 Définition du marché.....	8
6.2 Livraison.....	8
ARTICLE 7 PRIX DU MARCHE	8
7.1 Présentation des prix	8
7.2 Contenu des prix.....	9
7.3 Détermination des prix de règlement	9
7.4 Dispositions sur les prix	9
ARTICLE 8 REVISION DES PRIX	10
ARTICLE 9 MODE DE REGLEMENT - FACTURATION.....	10
ARTICLE 10 ASSURANCES.....	11
ARTICLE 11 MONNAIE - LANGUE.....	11
ARTICLE 12 PENALITES	12
12.1 Pénalités de retard.....	12
12.2 Pénalités pour non-exécution des prestations	12
12.3 Pénalités pour défaut dans la qualité	12
12.4 Pénalités pour travail dissimulé.....	12
ARTICLE 13 RESILIATION.....	12
ARTICLE 14 CLAUSE DE CONFIDENTIALITE ET DE SECRET	13
ARTICLE 15 DEROGATION AU CCAG/ FCS.....	14

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION – DISPOSITIONS GENERALES

1.1 – *Objet de la consultation*

Le présent accord-cadre a pour objet la réalisation de travaux d'imprimerie (impression de documents de communication et divers imprimés) pour les besoins des services de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, conformément aux dispositions du Règlement de Consultation (RC) et du Cahier des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) joints au dossier de consultation des entreprises communs à tous les lots.

L'accord-cadre comprendra :

- La transmission préalable d'une épreuve (BAT)
- La fourniture des matières premières d'impression,
- L'impression, le façonnage de documents,
- Le conditionnement,
- La livraison

Les quantités sont données à titre indicatif, sans engagement de la part du pouvoir adjudicateur. Les bons de commande seront émis au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité de l'accord cadre

- **Classification principale CPV : 79810000- Services d'impression**

La consistance des prestations et leurs spécifications sont contenues dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

1.2 – *Conditions d'exécution de l'accord-cadre*

Le présent marché est un accord-cadre avec un maximum d'achat passé avec publicité et mise en concurrence passé en application des articles R.2162-1 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du code de la commande publique. L'ensemble des présentes dispositions administratives sont applicables à tous les lots du marché.

1.3 – *Décomposition en lot*

Il est prévu 2 lots constitués de la façon indiquée ci-dessous et comme décrits dans le C.C.T.P.

Numéro du lot	Nom du lot	Montant €HT Maximum annuel
Lot 1	Papèterie	15 000 €
Lot 2	Documentation	25 000 €

Les candidats pourront présenter une offre pour un lot, ou l'ensemble des lots.

Les offres seront examinées par lot, les lots seront attribués, soit en totalité à une seule entreprise, soit séparément à plusieurs entreprises.

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Le présent accord-cadre comprend :

- Le Règlement de Consultation (RC) commun à tous les lots,
- L'Acte d'Engagement pour le lot 1
- L'Acte d'Engagement pour le lot 2
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) commun à tous les lots,
- Le bordereau des prix
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) commun à tous les lots,
- Les formulaires DC1 et DC2
- La notice d'information DUME

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services (CCAG/FCS) est applicable et réputé parfaitement connu (ce document n'est pas joint au présent accord-cadre ; vous pouvez le télécharger sous <https://www.economie.gouv.fr/daj/cahiers-clauses-administratives-generales-et-techniques>).

L'accord-cadre, constitué des documents contractuels définis ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties. Ses dispositions prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne et le titulaire, préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'y intégrer.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat ou de location, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

Les prestations, objet du présent accord-cadre, devront être conformes :

- aux dispositions et spécifications techniques du CCTP
- aux normes françaises homologuées ou à d'autres normes applicables en France, en vertu d'accords internationaux, en vigueur le premier jour du mois précédant la date limite de réception des offres
- aux normes françaises ou à des normes internationales existantes dans un autre Etat membre de l'Union Européenne, transposant les normes européennes, en vigueur pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre.

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1 – *Durée de l'accord cadre - Délai d'exécution*

La durée de l'accord cadre est de **1 (un) an**, à compter de la date du 3 avril 2026 renouvelable deux fois pour la même période par reconduction expresse sans que sa durée de validité ne puisse excéder 3 ans maximum.

Reconduction expresse : le pouvoir adjudicateur prend par écrit la décision de reconduire ou non le marché pour la même période. Le titulaire du marché ne peut refuser sa reconduction (article R.2112-4 du code de la commande publique)

Le délai d'exécution des prestations est fixé dans le CCTP commun à tous les lots.

3.2 – Accord-cadre

Il s'agit d'un accord-cadre, conclu avec un montant maximum HT tel que décrit ci-après. Le montant maximum est donné à titre indicatif sans engagement de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Lots	Montant €HT Maximum annuel
Lot 1 : Papeterie	15 000
Lot 2 : Documentation	25 000

Le pouvoir adjudicateur transmettra, en fonction de ses besoins, chaque bon de commande à réaliser au titulaire retenu en indiquant les quantités, le prix et le montant des prestations commandées, les délais d'exécution et les lieux d'exécution.

Les bons de commandes seront émis au fur et à mesure des besoins jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Sur les bons de commande figureront les mentions suivantes :

- Le nom et la raison sociale du titulaire
- La date et le numéro de l'accord-cadre
- La date et le numéro de bon de commande
- La nature et la description des prestations à réaliser
- Le délai d'exécution
- La référence produit
- La quantité
- Le prix
- Les modalités, la date et le lieu de livraison
- L'adresse de facturation

Seuls les bons de commande signés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le ou les titulaire(s) de l'accord cadre.

3.3 – Variantes

Le candidat doit présenter une offre entièrement conforme au dossier de consultation.

Les variantes ne sont pas autorisées.

3.4 – Type de contractant exigé

L'offre des candidats sera présentée par une entreprise seule (titulaire unique) ou par un groupement. L'acheteur souhaite que le groupement, s'il devient titulaire du marché, adopte la forme solidaire. La forme de ce groupement ne peut pas être exigée au stade de la candidature.

En conformité avec les dispositions des articles R.2142-19 à R.2142-24 et R.2142-26; R.2142-27 et 2143-3 du code de la commande publique, il est rappelé que :

- un même prestataire peut présenter une candidature soit à titre individuel, soit en qualité de membre d'un (ou de plusieurs) groupement(s), mais qu'il ne peut en aucun cas cumuler ces deux qualités en réponse à une même consultation,
- l'un des prestataires doit être désigné comme mandataire pour représenter l'ensemble des membres vis-à-vis de l'acheteur, et coordonner les prestations des membres du groupement,

- un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement en réponse à une même consultation.

Après analyse des offres, si un groupement pressenti pour être titulaire du marché n'est pas de forme solidaire, l'acheteur imposera que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire de ses membres.

3.5 – Délais de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à **quatre-vingt-dix (90) jours** à compter de la date limite fixée pour la réception des offres.

3.6 – Mode de règlement et modalités de financement

Les sommes dues au titulaire et au(x) sous-traitant(s) de premier rang éventuel(s) de l'accord-cadre, seront payées dans un délai global de **trente (30) jours** à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement équivalentes.

Le mode de règlement est le virement.

L'accord-cadre est financé sur fonds propres de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

ARTICLE 4 – SOUS TRAITANCE

La sous-traitance sera autorisée dans les conditions prévues par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique.

La sous-traitance de l'exécution de certaines parties du marché est possible à condition d'avoir obtenu de la personne publique contractante l'acceptation préalable de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Les sous-traitants sont soumis à l'accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

La sous-traitance est régie par la loi du 31 décembre 1975 et par les articles L.2193-1 à L.2193-14 et R.2193-1 à R.2193-22 du code de la commande publique qui prévoit le paiement direct de la personne publique cocontractante au bénéfice du sous-traitant déclaré et ce dès que le montant du contrat de sous-traitance atteint 600 € TTC.

Le sous-traitant peut être présenté soit au stade de la candidature, soit au stade de l'offre, ou encore au stade de l'exécution de la prestation.

Les sous-traitants devront fournir lors du dépôt de leur offre un dossier complet comprenant l'ensemble des pièces demandées aux candidats dans l'avis d'appel public à la concurrence nécessaire à l'agrément des sous-traitants. Si ces sous-traitants ne sont pas encore désignés au jour du dépôt de l'offre, le candidat a l'obligation d'indiquer dans l'acte d'engagement le détail des prestations et le montant éventuel de prestations qu'il envisage de sous-traiter par la suite, au cours de l'exécution du marché.

ARTICLE 5- EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du présent accord-cadre (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date de l'accord-cadre).

De plus, il est demandé au fournisseur de s'inscrire dans une démarche visant à promouvoir le respect de l'environnement dans le cadre de son activité.

Le prestataire doit être certifié chaîne de contrôle PEFC (ou équivalent) ou FSC (ou équivalent).

Le candidat décrira le process et éventuellement les certifications environnementales en vigueur dans son entreprise ainsi que la qualité environnementale des procédures.

Aucune prestation n'est réservée au profit d'entreprises ou d'établissements visés aux articles R.2113-7 et R.2113-8 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 – GENERALITES ET DESCRIPTION DES INTERVENTIONS

6.1 – Définition du marché

L'accord-cadre comprendra :

- La transmission préalable d'une épreuve (BAT)
- La fourniture des matières premières d'impression,
- L'impression, le façonnage de documents,
- Le conditionnement,
- La livraison

6.2 – Livraison

La livraison se fera sur les 3 sites suivants :

- CCI Limoges Haute-Vienne : 16 place Jourdan – CS 60403 - 87011 LIMOGES Cedex
- CCI Formation : Campus Consulaire - 11 rue Philippe Lebon – ZI Nord - 87280 LIMOGES
- Aéroport international de Limoges-Bellegarde : 81 avenue de l'aéroport, 87100 LIMOGES

Les livraisons se feront conformément à l'article 20 du CCAG/FCS. Elles devront être conformes aux commandes effectuées.

Les bons de commande pourront valablement être émis pendant toute la durée du marché jusqu'au dernier jour de celui-ci. Dans ce cas, le titulaire du marché est tenu d'exécuter les commandes concernées même si leur date d'exécution se trouve au-delà de la période de validité du marché.

Les marchandises seront livrées franco de port, emballage et assurance.

Le déchargement des marchandises incombe au fournisseur.

ARTICLE 7 – PRIX DU MARCHÉ

7.1– Présentation des prix

Les prix seront présentés :

- à l'acte d'engagement ATTRI1, un par lot, si besoin à son annexe DC4 en cas de sous-traitance, un par lot, joints au dossier de consultation des entreprises
- au bordereau de prix

7.2– Contenu des prix

Les prix présentés à l'acte d'engagement et au bordereau des prix sont réputés comprendre :

- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation ainsi que tous les frais afférents au conditionnement, à l'emballage et au transport jusqu'au lieu de livraison des différents sites précisés dans le présent dossier de consultation des entreprises,
- la réalisation des prestations telles que définies dans le présent dossier de consultation des entreprises,
- toutes sujétions comprises pour une exécution complète et soignée des prestations demandées,

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter.

7.3– Détermination des prix de règlement

Les prix seront donnés en euros hors taxes et toutes taxes.

Le marché est conclu aux prix figurant à l'acte d'engagement, un par lot et au bordereau de prix.

Le soumissionnaire est réputé avant la remise de son offre :

- avoir contrôlé toutes les indications portées dans le cahier des charges/cahier des clauses techniques particulières, notamment celles données par les pièces écrites ; s'être assuré qu'elles sont exactes, suffisantes, concordantes.
Tout ce qui serait indiqué dans les pièces écrites du dossier remis au titulaire mais ne figurant pas sur les annexes ou réciproquement, aura la même valeur que si les indications correspondantes étaient portées sur l'ensemble des documents,
- s'être entouré de tous les renseignements utiles auprès du pouvoir adjudicateur.

Le soumissionnaire du marché reconnaît formellement que les prix qu'il a consentis tiennent compte de toutes les prestations décrites au sein du présent dossier de consultation des entreprises ainsi que des prestations, garanties et obligations résultant du marché, des impôts, des taxes et redevances en vigueur, et de toutes charges et aléas pouvant résulter de l'exécution du marché.

Aucun frais supplémentaire ne peut s'y ajouter. Le montant TTC s'entend au taux de TVA en vigueur lors de l'exécution de la prestation.

7.4– Dispositions sur les prix

En cas de discordance constatée dans l'offre, les indications portées en lettres à l'acte d'engagement prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre.

Si des erreurs de multiplication, d'addition ou de report sont constatées dans le(s) bordereau(x) de prix le montant total ne sera pas rectifié pour le choix de l'offre la plus avantageuse. Toutefois, si l'entreprise concernée est sur le point d'être retenue, elle sera invitée à rectifier cette décomposition pour la mettre en cohérence avec le prix forfaitaire, elle ne devra en aucun cas modifier son offre sous peine de voir son offre éliminée. En cas de refus son offre sera éliminée.

ARTICLE 8 – REVISION DES PRIX

Les prix sont fermes pendant toute la première année du marché.

Les prix unitaires figurant à l'acte d'engagement et au bordereau de prix détaillés sont réputés établis aux conditions économiques du mois de février 2026. Ce mois étant appelé mois zéro.

Les prix pourront être ajustés par référence au tarif ou barème que le titulaire pratique à l'ensemble de sa clientèle.

La Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du marché à la date d'application du nouveau barème lorsque l'augmentation de ce barème est supérieure à 5% l'an.

Tout ajustement de tarif, accepté par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, ne nécessite ni la signature d'un avenant ni la signature d'une annexe.

Le titulaire adressera préalablement sa demande d'ajustement en respectant un préavis de trois semaines avant la date anniversaire au service Comptabilité, dont les coordonnées figurent à l'article 9 ci-dessous. Il mentionnera le N°, l'intitulé du marché et fera ressortir sur sa demande le montant de la prestation avant ajustement et son montant après ajustement en justifiant l'augmentation des coûts.

Le titulaire est tenu de présenter sa demande d'ajustement des prix du marché chaque année de reconduction. A défaut pour lui d'y avoir procédé, il ne pourra faire valoir ses droits en réclamant à la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne une révision pour l'année écoulée.

En cas de remplacement ou de suppression de l'indice de référence, il y sera substitué un autre indice pertinent par voie d'avenant.

ARTICLE 9 – MODE DE REGLEMENT - FACTURATION

Les sommes dues seront payées en euros dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des factures ou des demandes de paiement.

Le mode de règlement est le virement bancaire.

Le marché est financé sur fonds propres.

Les factures seront trimestrielles et libellées en euros et adressées uniquement via **CHORUS PRO (indiquer le siret du site concerné et le n° de marché – 20262302).**

AEROPORT INTERNATIONAL DE LIMOGES-BELLEGARDE

Service comptabilité
Siret 188 708 010 00023

CCI FORMATION

Service comptabilité
Siret 188 708 010 00114

Les factures afférentes au paiement seront libellées en euros et établies en un original et deux copies portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- les nom et adresse du titulaire,
- le numéro de son compte bancaire ou postal (en cas de changement de coordonnées bancaires, le prestataire en avisera l'administration par courrier auquel sera joint un relevé d'identité bancaire ou postal),
- le numéro et la référence du marché,
- la désignation complète des produits, leur conditionnement et leur qualité,
- l'adresse de livraison,
- le montant des prix unitaires hors taxes,
- le taux et le montant de la TVA,
- le montant total TTC,
- la date,

La facture sera libellée en euros. Le règlement des prestations se fera en euros.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA, et l'administration lui communiquera un numéro d'identification fiscale. La monnaie de compte du marché est l'euro.

ARTICLE 10 – ASSURANCES

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance, en cours de validité et contracté auprès d'une assurance de solvabilité notoire, au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 et 1384 modifiées du Code Civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, garantissant les conséquences pécuniaires qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels causés à l'occasion de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il doit produire, dans le délai de quinze (15) jours à compter de la notification du marché ainsi qu'avant tout début d'exécution, et à toute demande de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne, une attestation de son assureur en cours de validité indiquant la nature et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance, pour quelque motif que ce soit, et à lui remettre, immédiatement, une nouvelle attestation.

ARTICLE 11 – MONNAIE - LANGUE

L'unité monétaire tenue pour la conclusion du marché est l'euro. Les candidats formuleront leur offre en euros.

Les offres des candidats et tous les documents relatifs au présent marché seront entièrement rédigés en français.

ARTICLE 12 – PENALITES

12.1 – Pénalités de retard

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé (retard dans la livraison ou l'exécution des prestations par rapport aux délais fixés dans les bons de commande, ou de retard dans les nouvelles réalisations), par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable des pénalités fixées à 50 € HT.

Cette pénalité de retard sera déduite des sommes dues au titulaire.

12.2 – Pénalités pour non-exécution des prestations

Dans le cas de non-exécution des prestations définies dans le CCTP et/ou le(s) bon(s) de commande, il sera appliqué au titulaire :

- tous les frais de réalisation auprès d'un autre prestataire désigné par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne,
- ces frais seront augmentés de 10 % du montant global de la réalisation au titre de dommages et intérêts.

Un constat sera effectué contradictoirement par le représentant de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne et le titulaire du marché.

12.3 – Pénalités pour défaut dans la qualité

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/FCS, la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne se réserve le droit d'appliquer un montant progressif de pénalités en fonction de la gravité du défaut constaté par le représentant de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Cette pénalité s'appliquera de 5 à 50 % du montant global de la prestation. Ces pénalités viendront en déduction des sommes dues au titulaire.

12.4 – Pénalités pour travail dissimulé

Une pénalité sera appliquée au titulaire qui ne se sera pas régulièrement acquitté des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du Code du Travail.

Le montant de cette pénalité sera égal à 10 % du montant du marché, sans pouvoir excéder celui des amendes qu'il aura encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5 du Code du Travail.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, les pénalités sont dues dès le 1^{er} Euro.

ARTICLE 13 - RESILIATION

Le marché pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG/FCS.

L'inexactitude des renseignements prévus aux articles R.2143-3, R.2142-3, R.2142-4, R.2143-11, R.2143-12, R.2143-16 du code de la commande publique, l'infraction caractérisée aux clauses contractuelles peuvent entraîner, par décision du pouvoir adjudicateur, la résiliation du marché.

En cas de refus de produire les pièces prévues aux articles D 8222-5 ou D 8222-7 à 8 du Code du Travail conformément à l'article R.2143-8 du code de la commande publique, il sera fait application aux torts du titulaire des conditions de résiliation prévues par le marché.

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par le pouvoir adjudicateur, des documents nécessaires à la candidature initiale de toute personne juridique, complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues à l'entrepreneur, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance.

Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 14 – CLAUSE DE CONFIDENTIALITE ET DE SECRET

Dans le cadre de la réalisation de la commande, le fournisseur (ou titulaire du marché et ses éventuels sous-traitants) qui a accès ou traite des données individuelles est tenu au respect de la législation en vigueur sur la protection des données à caractère personnel et assure un niveau de sécurité adéquat de manière à en garantir l'intégrité et la sécurité de ces données. Ce niveau de sécurité doit être conforme à la réglementation en vigueur relative à la protection de personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et la libre circulation de ces données (RGPD).

Par ailleurs, le fournisseur (ou titulaire du marché) est tenu, ainsi que l'ensemble de son personnel et celui de ses éventuels sous-traitants, au secret professionnel et à l'obligation de confidentialité pour tout ce qui concerne les faits, informations, études, données, illustrations, dont il a ou aura eu connaissance au titre de l'exécution de la commande.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise d'informations et/ou de données, sur quelque support que ce soit, à des tiers sans accord préalable de la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne.

Le non-respect de ces dispositions est considéré comme une faute de nature à conduire la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne à résilier le marché aux torts du titulaire, aux frais et risques de ce dernier, sans préjudice des réparations éventuelles demandées par la Chambre de commerce et d'industrie de Limoges et de la Haute-Vienne au titulaire, au titre de l'article 1217 du Code Civil (sans préavis ni indemnités).

Le titulaire s'engage à reconstituer, à ses frais, les informations qui seraient perdues ou rendues inutilisables de son fait.

En cas de sous-traitance de données, une convention spécifique sera signée avant l'attribution définitive de la commande (ou du marché).

ARTICLE 15 – DEROGATION AU CCAG/ FCS

Les articles 12.1 et 12.3 du présent Cahier des Clauses Administratives Particulières dérogent aux dispositions de l'article 14 CCAG/FCS.